

## Tibet, pardon Xizang !, ou J.O. ?

### Retour sur une histoire mouvementée.

Depuis le 10 mars de cette année 2008, le Toit du monde, le Tibet, est à feu et à sang et ce n'est rien de le dire ! Quelles sont les causes de cette situation ? Il faut plonger dans les événements récents et moins récents pour comprendre ce qu'il se joue à l'heure actuelle. Le passé conditionne le présent, au Tibet comme partout.

De plus, la vision simpliste d'un Tibet vs Chine est depuis longtemps, 1950 !, dépassée et c'est un état des lieux complexe qu'il est indispensable de faire pour pouvoir parler de tous les acteurs du drame actuel. Cette année avait été « prophétisée » par les spécialistes comme étant à haut risque pour la Chine et ses fameuses « Régions Autonomes » comme le Tibet (Xizang<sup>1</sup>) ; ils ne se sont pas trompés ! Alors, Jeux Olympiques de Pékin ou autonomie du Tibet ? Y a-t-il d'ailleurs le choix d'un côté ou de l'autre ?

Il faut de suite faire une distinction entre le Tibet d'avant 1950, date de l'arrivée de l'APL (Armée populaire de libération, pinyin : *Renmin Jiefang Jun*) chinoise, et celui d'après 1950. C'est une véritable rupture pour la société tibétaine qui s'installe entre ces deux dates, suivie d'une autre encore plus décisive le 10 mars 1959, date du soulèvement des Tibétains de Lhasa et de la fuite de l'actuel Dalai Lama, le 14<sup>e</sup>, Tenzin Gyamtso. C'est la commémoration de cette date par les Tibétains qui, cette année comme beaucoup d'autres auparavant, a mis le feu aux poudres dans la Région Autonome du Tibet (RAT) et dans les provinces limitrophes du Sichuan, du Gansu et du Qinghai.

---

<sup>1</sup> Il est important de parler ici de l'étymologie du nom chinois pour qualifier le Tibet : Xizang. *xi* signifie « Ouest » et *zang* a deux sens : seul, il signifie « collection de textes bouddhistes et taoïstes » - qui sont en quelque sorte amalgamés à partir de l'introduction du bouddhisme en Chine – et accolé au mot *bao*, il signifie « trésor ». De sorte que certains spécialistes traduisent Xizang par « Maison des Trésors de l'Ouest » ou simplement « Trésors de l'Ouest » alors que d'autres expliquent cette étymologie par la réunion des termes Ü-Tsang, les deux noms des régions centrales du Tibet en tibétain, et le *xi* chinois signifiant ouest. Cette dernière appellation aurait été développée par la dynastie Qing chinoise (1644 – 1911) qui aurait sinisé le terme tibétain « Tsang » et l'aurait amalgamé à la direction du pays par rapport à la Chine, l'ouest, comme tous les autres pays du « bloc barbare » par ailleurs. Auparavant, les Chinois utilisaient le terme de « Tubo », alors que les Tibétains eux-mêmes appellent leur pays depuis toujours (ou presque) *Bod* (prononcé Peu).



### Les régions tibétaines à l'heure actuelle au sein de la République populaire de Chine

#### Le Tibet avant 1950

Du 6<sup>e</sup> au milieu du 9<sup>e</sup> siècle le Tibet est une grande puissance asiatique indépendante qui essaie de se tailler la part du lion, avec d'autres puissances comme les Turcs, les Arabes, les Chinois, en Asie centrale et dans d'autres régions, la Mongolie et le Bengale notamment. Son armée est fameuse et est une force certaine dans le premier Grand Jeu asiatique qui dame souvent le pion à l'armée des Tang chinois, pourtant réputée comme étant la plus forte à l'époque.

Entre la fin du 9<sup>e</sup> siècle et 970, le Tibet est dans une période obscure qui se termine par le retour du bouddhisme tantrique sur sol tibétain depuis l'Inde et la région orientale du Tibet (Amdo). La première diffusion était au 7<sup>e</sup> siècle. Entre le 11<sup>e</sup> et le 13<sup>e</sup> siècle, les nouvelles écoles du bouddhisme tibétain se structurent autour de grands centres monastiques alliés à des familles nobles laïques. Ce procédé de chapelain religieux/donateur laïque (*mchod yon* – prononcé cheuyeun – en tibétain) va être très important dans l'histoire postérieure du Tibet, provoquant des alliances entre le Tibet – ou du moins certaines familles nobles et certaines écoles religieuses – et des puissances étrangères comme les Mongols ou les Chinois.

À partir du 11<sup>e</sup> siècle la famille du clan royal des Khön alliée à la lignée religieuse nouvellement créée des Sakyapa règne sur le Tibet central. Leur pouvoir sera renforcé et investi par les Mongols Yuan à partir de 1260. Ces derniers deviennent ainsi les protecteurs du monde tibétain et surtout de leurs hiérarques religieux, tels que Sakya Pandita et son neveu Phagpa (1235-1280), avec qui ils nouent des relations importantes. Par ailleurs, au 17<sup>e</sup> siècle, les Mandchous, à leur tour, soutiendront le

bouddhisme tibétain Dès 1354, la famille des Phagmodroupa, alliée à la lignée spirituelle des Kagyupa, prend le pouvoir sur le Tibet central et le gardera jusqu'en 1481, malgré un affaiblissement à partir de 1434.

Dès le milieu du 16<sup>e</sup> siècle, c'est une nouvelle école, celle des Gélougpa qui prend le pouvoir, aidée une nouvelle fois par les Mongols. Ces derniers octroient un titre prestigieux à l'un des grands hiérarques de cette école qui devient ainsi le 3<sup>e</sup> Dalai Lama. L'institution des Dalai Lama ainsi créée, va régner temporellement à partir du cinquième, avec des hauts et des bas – voire même des absences – jusqu'en 1950-1959. Cette institution, il est utile ici de le souligner, s'appuie sur le fameux système des tulkou du monde tibétain. Comme les autres formes de bouddhisme – Hinayana et Mahayana – le Vajrayana, le bouddhisme tibétain, possède comme pensée essentielle l'idée de réincarnation. Tous les êtres prennent naissance encore et encore. Certains le font consciemment pour aider les êtres à parvenir au-delà de la souffrance, ce sont les bodhisattvas, figures centrales du bouddhisme du grand véhicule (Mahayana) et du Vajrayana. Même si l'idée est déjà présente dans le monde indien, le système des tulkou, des bodhisattvas, se systématisent à partir du 12<sup>e</sup> siècle, avec l'impulsion donnée par les 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> Karmapa, dans le monde tibétain par la création de lignées de ces « réincarnés »<sup>2</sup>. Nombre de ces lignées sont étroitement liées à un monastère, le siège de l'école, et conditionnent donc également la vie politique du pays. En tous les cas, à partir du milieu du 17<sup>e</sup> siècle, les choses deviennent claires : sous l'action du cinquième Dalai Lama, appelé le Grand Cinquième par les Tibétains, le pouvoir devient centralisé et Lobsang Gyamtso (1617-1682) parvient à maintenir l'indépendance du Tibet face aux pressions chinoises et mongoles pour un temps. Finalement, en 1640, le grand Khan Goushri des Qoshot mongols envahit le Tibet et vainc le roi du Tsang<sup>3</sup> qui s'opposait à la montée en puissance sans cesse croissante des Gélougpa. Le roi du Tsang était l'allié de l'école religieuse des Kagyüpa et son principal hiérarque, le 10<sup>e</sup> Karmapa, est contraint à l'exil pendant 20 ans. Finalement, en 1642, Goushri Khan fait du cinquième Dalai Lama le chef temporel du Tibet s'étendant de Dartsédo, à la frontière avec la Chine à l'est, au Ladakh à l'ouest. La capitale est établie à Lhasa en 1645 et les constructions du palais du Potala commencent et dureront pendant plus de 40 ans. Ce palais abritera désormais le siège des Dalai Lama et celui du gouvernement, le Kashag. En 1649, le désormais chef temporel du Tibet est invité par Shunzhi, l'empereur de la dynastie Qing des Mandchous, à le visiter à Pékin. Il y demeurera dans le palais Jaune construit expressément pour sa venue et échangera des titres honorifiques avec Shunzhi. Toujours sous son règne, les conquêtes armées pour agrandir les possessions tibétaines se succèdent entre 1670 et 1685 : la vallée de Chumbi au sud, certaines régions du Kham à l'est et l'ouest du Tibet contrôlé auparavant par le Ladakh. Seul le Bhoutan échappera à la moisson.

---

<sup>2</sup> Pour le monde chinois, il existe deux termes « traduisant » le mot tibétain tulkou (*sprul sku*). Le premier est le plus utilisé et celui qui est transcrit le plus souvent par les publications générales sur le monde tibétain en Occident s'appuyant sur le chinois ; il s'agit de *Huo Fo*, littéralement : « Bouddha vivant » qui ne rend pas le sens tibétain de « corps d'émanation » s'appliquant principalement aux bodhisattvas. Le second terme chinois est *Lintong* qui peut être traduit par « enfant spécial » (dans tout ce qui touche au monde spirituel) et qui, sans doute, est plus proche du sens tibétain, mais beaucoup moins employé.

<sup>3</sup> Région centre-ouest du Tibet, centrée sur Gyantsé et Shigatsé, ses deux plus grandes villes. On parle généralement, pour qualifier le centre du Tibet, de Ü-Tsang, la région de Ü étant centrée sur Lhasa, siège des Gélougpa et des Dalai Lama à partir du 16<sup>e</sup> siècle.

Par la suite, ce sont des interventions successives des Mongols dans la politique intérieure du Tibet qui rythment la vie politique du pays. Au début du 18<sup>e</sup> siècle sous le règne du 6<sup>e</sup> Dalai Lama, Lhazang Khan pénètre au Tibet. Les Tibétains appellent les Dzungars à la rescousse qui ont raison de Lhazang Khan en 1717, mais pillent à leur tour Lhasa et sa région jusqu'à l'intervention armée de la Chine en 1720. Les Dzungars sont chassés à leur tour et le 7<sup>e</sup> Dalai Lama, mis en place par le pouvoir mandchou reconnaît leur protectorat. Il sera effectif par la suite, lors de l'invasion du Tibet par les Gurkhas népalais en 1788, 1791. En 1793, les Gurkhas sont définitivement défaits par des troupes chinoises envoyées par l'empereur Qianlong alliées aux Tibétains. Après la mort de Qianlong le 7 février 1799 et les poussées occidentales sur la Chine, le protectorat n'est plus qu'un souvenir et les Tibétains doivent se défendre seuls sous le regard impuissant des deux ambans, envoyés du pouvoir impérial chinois à Lhasa. Les deux ambans ne sont plus qu'une façade, présentant encore une illusion de présence chinoise sur sol tibétain. Le 19<sup>e</sup> siècle est donc pour le Tibet un siècle d'autonomie franche. Le contact avec l'Occident se fait par l'entremise de la Grande-Bretagne, présente en Inde. Le Grand Jeu pour la domination de l'Asie ayant commencé, les Britanniques sont fortement intéressés par une route commerciale passant par le Tibet et entreprennent, dans ce sens, de traiter avec la Chine pensant que celle-ci est toute puissante au Tibet. Ils s'aperçoivent bien vite que les traités signés avec les Chinois, notamment ceux de Chefoo, de Calcutta et le Tibet Trade Regulation, n'ont absolument aucun effet sur les Tibétains et finissent par traiter directement avec ces derniers. Lord Curzon, vice-roi des Indes est éconduit en 1899 ; un régiment britannique sous le commandement du colonel Francis Younghusband pénètre en 1904 au Tibet, occupe Lhasa et provoque la fuite du 13<sup>e</sup> Dalai Lama ; le 27 avril 1906, sous la pression britannique, le traité de Pékin est signé affirmant la suzeraineté de la Chine sur le Tibet et des privilèges commerciaux et diplomatiques certains pour le Royaume-Uni ; en 1907, le traité de Lhasa permet aux Britanniques d'entériner leur présence au Tibet au moyen d'une représentation à Lhasa et de trois bases commerciales. Durant tout le processus, il est essentiel de remarquer que le gouvernement britannique ne parle jamais de souveraineté chinoise mais de suzeraineté, en témoigne l'accord anglo-russe de 1907, et ne va plus s'adresser directement qu'aux Tibétains, reconnaissant ainsi implicitement, selon certains, leur souveraineté *de facto*. Finalement, les troupes britanniques quittent le Tibet en 1908 mais conservent un droit de regard très important. Rentré ainsi bien malgré lui dans le Grand Jeu, le Tibet est balloté entre Britanniques, Chinois, Français et Russes principalement dans les années qui suivent. En 1909, pour contrer l'action des Britanniques et affirmer son autorité sur les Tibétains, les Mandchous envoient une armée qui marche sur Lhasa commandée par Zhao Erfeng qui vient en 1905, au prix de terribles massacres de faire plier la région de l'est, du Kham. Malgré les appels à l'aide répétés du Dalai Lama contraint, une nouvelle fois, de fuir en Inde, aucune puissance présente en Asie ne bouge. C'est l'histoire chinoise elle-même, avec la chute de l'empire en 1911 qui permet le retour du Dalai Lama en 1912 à Lhasa avec la ferme intention de bouter hors du pays ce qui reste de Chinois. En 1913, un accord de reconnaissance mutuelle d'indépendance est signé entre la Mongolie et le Tibet et, finalement, le 13<sup>e</sup> Dalai Lama proclame l'indépendance du pays les 8 janvier et 14 février par des déclarations publiques.

Dans ce processus d'indépendance, la convention de Simla en Inde, de 1913-1914 réunissant les représentants de la Grande-Bretagne, du Tibet et de la Chine est un nouveau pas vers une redéfinition des limites géographiques et du statut international. Pourtant, bien que paraphés par les représentants des trois pays, le gouvernement de Pékin, jugeant les accords frontaliers

inacceptables, renie la signature de son représentant. En 1929, la Chine accepte de reconnaître l'autorité du Dalai Lama mais retire d'autres avantages. En 1932, le 13<sup>e</sup> Dalai Lama accepte de reconnaître la suzeraineté de la Chine sur le Tibet si la question des frontières entre les deux pays est réglée. Rien n'aboutit car le Dalai Lama meurt l'année d'après. Son testament est on ne peut plus clair : « Il se peut qu'un jour, ici, au cœur du Tibet, la religion et l'administration soient attaquées simultanément, du dehors et du dedans. À moins de sauvegarder nous-mêmes notre royaume, il arrivera que les Dalai lama et les Panchen Lama, le père et le fils, les dépositaires de la Foi, les glorieuses Réincarnations soient jetés à terre et leurs noms voués à l'oubli. Les communautés monastiques et le clergé verront leurs monastères détruits... Les administrations des Trois Grands Rois Religieux seront affaiblies. Les fonctionnaires de l'État religieux et séculier, se verront confisquer leurs terres et leurs autres possessions. Et, eux-mêmes devront servir leurs ennemis, ou errer dans le pays comme des mendiants. Tous les êtres seront plongés dans de grandes difficultés, les jours et les nuits sombreront lentement dans la souffrance. Ne soyez pas des traîtres vis-à-vis de la communauté religieuse ou de l'État en travaillant pour un autre pays que le vôtre. Le Tibet est heureux et dans le confort maintenant. La situation est entre vos mains. »

En 1943, un projet d'ouverture d'une route militaire d'approvisionnement inquiète les Tibétains qui répliquent en expulsant le représentant chinois de Lhasa. Un ministère des affaires étrangères est créé dans la capitale.

En 1949, le triomphe de Mao Zedong en Chine incite les membres du Parti communiste tibétain, créé en 1939 par Phuntsok Namgyal, à réclamer ouvertement un changement du gouvernement et l'émergence d'une société moderne et démocratique. Le gouvernement de Lhasa réplique en expulsant tous les Chinois et les signataires communistes de la pétition pour le changement. De même, les relations avec les autorités chinoises sont rompues. À partir de là, le Tibet est isolé internationalement et se verra refuser l'accession à l'ONU. La communauté internationale, influencée par le veto de l'URSS et l'arrivée au pouvoir en Chine de Mao, ignorera simplement les Tibétains.

Voici ce que dit Tenzin Guéshé Téthong, le secrétaire particulier du 14<sup>e</sup> Dalai Lama de cette période d'avant 1950 : « Nous autres Tibétains avons vraiment été stupides avant 1950. Au lieu de nous ouvrir au monde extérieur et de forger des relations diplomatiques avec les pays étrangers, nous sommes restés volontairement dans l'isolement et avons maintenu inchangé un système comparable à celui qui existait dans vos pays occidentaux il y a deux ou trois cents ans ! Le Tibet ne s'était pas le moins du monde préparé à l'arrivée des Chinois. Il est clair aujourd'hui que si le gouvernement tibétain avait profité de ces années pour établir des relations diplomatiques avec quelques autres pays, ne serait-ce qu'avec l'Inde, la Chine aurait eu beaucoup plus de difficultés pour clamer sa souveraineté sur le Tibet en 1950 ». Il est évident que, malgré la volonté de réformes du 13<sup>e</sup> Dalai Lama d'abord, puis du tout jeune 14<sup>e</sup> Dalai Lama ensuite, la majorité des membres du Kashag et des propriétaires fonciers étaient hostiles à tout changement pouvant mettre en danger leurs privilèges. Cet interrègne, entre les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> Dalai Lama, fut déterminant pour le futur du Tibet, comme le déclare à son tour l'actuel Dalai Lama : « Le Tibet avait complètement négligé de se préparer ! Le 13<sup>e</sup> Dalaï Lama avait pourtant, avant sa mort en 1933, mentionné de nombreuses recommandations en ce sens dans son testament. Mais pendant la régence, toutes ces choses ont été totalement négligées. Je ne peux pas condamner des individus. Toute la société, les milieux religieux et officiels

et le régent lui-même étaient trop ignorants. Ils ne savaient pas ce qui se passait dans le monde extérieur. Ils pensaient que le Tibet était la terre des dieux et se trouvaient de ce fait au-delà de toutes les ingérences humaines. Des croyances aveugles ». Malheureusement, cette situation laissait un Tibet fragile à la veille de 1950.

### **Le Tibet après 1950**

En 1949 l'APL se met en marche vers le Tibet. En 1950, année de l'intronisation du 14<sup>e</sup> Dalai Lama à la tête du Tibet à l'âge de 15 ans<sup>4</sup>, la Chine communiste annonce la « libération pacifique » du Tibet et l'armée, après avoir écrasé sans difficulté la petite armée tibétaine sous-équipée, est à Lhasa en 1951. Contrairement à ce que déclara le gouvernement chinois que rien n'avait été prémédité mais que l'armée s'était mise en mouvement après un télégramme daté du 31 janvier 1950 du Panchen Lama appelant à l'aide au nom du peuple tibétain<sup>5</sup>, et selon les souhaits du peuple chinois « indigné » par la situation des Tibétains, le refus du gouvernement tibétain d'engager un dialogue et l'exil ou le meurtre des Tibétains pro Chinois, une proclamation à la radio de l'agence Chine nouvelle le 1<sup>er</sup> janvier 1950 ne laissait planer aucun doute sur la préméditation de l'invasion et l'imminence de celle-ci : « La tâche de l'Armée populaire de libération pour 1950 est de libérer Taiwan, Hainan et le Tibet [...]. Le Tibet fait partie intégrante de la Chine. Le Tibet est sous l'influence des impérialistes » (Arpi, 1999, p.220). Il n'était donc pas question d'une « libération spontanée », ni, comme cela sera constamment clamé par la suite, d'une « libération pacifique » étant donné le rôle de premier plan joué par l'APL.

Le 23 mai 1951, la délégation tibétaine, sans l'accord de son gouvernement et du Dalai Lama en fuite, signe *l'accord en dix-sept points sur la libération pacifique du Tibet* et le Tibet devient, du point de vue chinois, une province de Chine officiellement gouvernée par le tandem Dalai Lama/Panchen Lama<sup>6</sup>.

L'essentiel des articles stipule :

---

<sup>4</sup> Il est pourtant encore trop jeune pour gouverner.

<sup>5</sup> Le télégramme, envoyé « au nom des patriotes tibétains » fut ainsi libellé, selon le gouvernement chinois : « Le Tibet fait partie du territoire chinois [...]. Les agissements des autorités de Lhasa visent à saboter l'intégrité du territoire et la souveraineté du pays, et vont à l'encontre de la volonté des Tibétains. Au nom de ces derniers, nous vous prions d'envoyer dans les plus brefs délais des troupes libérer le Tibet » (Buffetrille, Chayet, 2002, p.92).

<sup>6</sup> L'Accord en dix-sept points est toujours sujet de discorde entre les autorités de Pékin et de Dharamsala. Pour le gouvernement tibétain en exil, la délégation tibétaine envoyée à Pékin pour les négociations qui se déroulèrent entre le 29 avril et le 23 mai 1951 eut à subir des pressions insoutenables pour la signature du document et que le sceau officiel du gouvernement tibétain qui y est apposé est un faux alors que pour le gouvernement chinois ce document est pleinement valable depuis lors et représente l'accord officiel entre les deux parties, scellé de plein gré par les représentants du gouvernement tibétain.

*Le peuple tibétain va s'unir et chasser les forces d'agression impérialiste hors du Tibet ; le gouvernement local tibétain va apporter une aide active à l'Armée populaire de libération pour lui permettre de pénétrer au Tibet et de consolider la défense nationale ; le peuple tibétain a droit à l'autonomie régionale ; l'autorité centrale n'apportera pas de modification à l'organisation politique en place au Tibet ni aux statuts et prérogatives préétablis du Dalai Lama ; la politique de liberté de croyance religieuse sera appliquée, les croyances religieuses, les mœurs et coutumes du peuple tibétain seront respectés, et les monastères lamaïques seront protégés ; les troupes tibétaines seront réorganisées par étapes et intégrées aux forces de défense nationale de la République populaire de Chine ; la langue et l'écriture tibétaines, l'enseignement, l'agriculture, l'élevage, l'industrie et le commerce seront développés progressivement, et le niveau de vie des habitants sera amélioré graduellement, en accord avec les conditions réelles du Tibet ; l'Armée populaire de libération effectuera les transactions commerciales nécessaires sur une base équitable et ne prendra pas une seule aiguille ou le moindre bout de fil appartenant à la population ; le gouvernement populaire central conduira sous une direction centralisée toutes les affaires extérieures de la région du Tibet<sup>7</sup>.*

Il est intéressant ici de noter la déclaration de la Commission internationale des juristes, une ONG ayant un statut consultatif auprès de l'ONU, faite en 1960 :

*Le Tibet était, au moment de la signature de l'Accord en dix-sept points en 1951, un État indépendant de facto, et la résiliation de cet accord par le gouvernement tibétain en 1959 était pleinement justifiée [...]. Le Tibet a démontré, de 1913 à 1950 [qu'il présentait] les conditions d'un État, telles qu'elles sont généralement acceptées par la loi internationale » (Le Tibet et la République populaire de Chine, 1960).<sup>8</sup>*

Les réformes imposées par la Chine communiste ne commencent pas immédiatement dans la nouvelle province sous contrôle mais sont introduites de suite dans les anciennes provinces tibétaines du Kham (partagée entre la nouvelle Région Autonome du Tibet et les provinces du Sichuan, du Qinghai et du Yunnan) et de l'Amdo (Qinghai, Gansu, Sichuan).

En 1956, dans le Kham à Litang, débute une révolte qui va mettre le feu aux poudres à toute la région et va s'étendre en 1957-1958 à l'Amdo et, finalement, l'année suivante à la région d'Ü-Tsang. Ce sera le 16<sup>e</sup> Karmapa, envoyé par le Dalai Lama, qui apaisera les révoltés dans le Kham.

### **Le soulèvement de 1959**

Depuis 1950-1951, le Dalai Lama et le gouvernement tibétain doivent composer avec les forces chinoises pour la gestion du gouvernement. Le vent de révolte s'amplifiant dans toutes les

---

<sup>7</sup> Traduction du Comité juridique d'enquête sur la question du Tibet dans le rapport effectué à la Commission internationale des juristes à Genève en 1960.

<sup>8</sup> Comme le disent Tséring Shakya et Anne-Marie Blondeau (Blondeau, Buffetrille, 2002, p.78) : « Naïvement, on aurait pu penser que cette expertise était suffisante pour reconnaître que la Chine communiste avait agressé, envahi et occupé un État indépendant. C'était compter sans les intérêts économiques et politiques des grandes puissances, qui, jusqu'à ce jour, ont refusé de reconnaître l'indépendance du Tibet ».

provinces tibétaines, il atteint Lhasa au début de 1959. Au début du mois de mars de la même année, une rumeur circule dans le peuple disant que les autorités chinoises seraient sur le point d'arrêter le Dalai Lama. Le **10 mars**, le peuple se soulève et va se masser tout autour du palais du Norboulinka, résidence d'été du Dalai Lama, pour protéger leur dirigeant. La situation est de plus en plus tendue et les autorités chinoises finissent par ordonner la dispersion de la foule sous peine de représailles. Dans la nuit du 16 au 17 mars, sur les conseils pressés de son entourage, le 14<sup>e</sup> Dalai Lama décide de fuir en traversant l'Himalaya pour rejoindre l'Inde accompagné d'une escorte réduite, composée notamment de membres de son gouvernement. Peu après, à partir du 20 mars, la révolte est durement réprimée par l'armée chinoise, désormais pleinement maîtresse du pays<sup>9</sup>. Le 31 mars, le Dalai Lama parvient en Inde où il reçoit un lopin de terre de la part du gouvernement indien à Macleod Ganj, initialement une implantation britannique dans une localité du Nord-Ouest nommée Dharamsala. Il y est bientôt rejoint par plus de 100 000 Tibétains qui fuient à leur tour leur pays. Dès l'année de leur arrivée, le gouvernement tibétain en exil est formé et l'Accord en dix-sept points officiellement rejeté.

### **Les réformes et la Révolution culturelle dans le monde tibétain**

Du côté tibétain, les réformes, qui ne devaient pas intervenir avant quelques années, furent immédiatement appliquées pour « achever la libération pacifique ». Comme le déclare une publication officielle chinoise : « (l'insurrection de 1959) accéléra en fait l'extermination des puissances réactionnaires tibétaines et permit au Tibet de marcher sur une nouvelle voie socialiste et démocratique avancée ». Cette série de réformes s'est portée sur le changement de régime social et sur l'évolution agraire. Le « Grand bond en avant » (pinyin : *Dayuejin*) si cher à Mao, entre 1958 et 1961 provoque au Tibet une effroyable famine. Les terres sont collectivisées et la nature des plantations transformée. On essaie de faire pousser des espèces inadaptées à la haute altitude du Tibet. Les récoltes sont catastrophiques pendant des années. Du point de vue social, les colons Han chinois commencent à être envoyés dans le pays – la toute jeune Région Autonome – et le processus s'accélère sensiblement au fur et à mesure des années. Des écoles<sup>10</sup> et des routes sont construites, des bâtiments publics édifiés, les terres sans cesse confisquées et redistribuées.

En 1966, la Révolution culturelle éclate au Tibet, comme dans le reste de la Chine, et 20 000 gardes rouges sont « en activité » dans les régions tibétaines, commençant les destructions par Lhasa ; interdiction est faite de pratiquer toutes formes de religion et les monastères sont détruits les uns

---

<sup>9</sup> Les chiffres de la répression chinoise varient entre la présentation officielle du gouvernement chinois et les chiffres venant d'autres sources. Un document secret de l'armée chinoise daté de 1960 et publié pour la première fois en 1990 par une organisation bouddhiste tibétaine (Yan Hao, *Tibetan Population in China: Myths and Facts* Institute of Economic Research, State Department of Planning Commission, Beijing, p.20, note 21 et Warren Smith, *Tibetan Nation: A History of Tibetan Nationalism and Sino-Tibetan Relations*, Westview Press, Boulder, 1996, p.451) donne le chiffre de 87000 personnes de la région de Lhasa qui auraient été « éliminées ». Ce document est bien entendu sujet à controverse (voir la discussion notamment dans le rapport de Yan Hao).

<sup>10</sup> Selon la majorité des témoignages des Tibétains en exil (cf. *Tibet proving Truth from Facts*, The Department of Information and International Relations: Central Tibetan Administration, 1996, pp.75-76), la scolarité était uniquement faite en langue chinoise (mandarin) et le tibétain interdit, qualifié de « langue rétrograde et inutile » durant cette période.

après les autres. Selon des chiffres d'ONG occidentales et du monde tibétain en exil, 250 000 moines auraient été défroqués, 100 000 torturés puis tués et plus de 6000 temples et monastères détruits. Les objets de culte en métaux précieux vendus ou, en grande majorité, fondus. Les séances de tamzing – de dénonciations, d'aveux et de rééducation – publiques, très violentes, se terminent parfois par des exécutions sommaires. Les communes populaires sont mises en place en 1970 et, en 1975, la collectivisation est terminée. Selon une déclaration de 1984 du gouvernement tibétain en exil, contestée par le gouvernement chinois, il y aurait eu, entre 1949 et 1979, 1,2 million de morts au Tibet.

### **Le Tibet des années 1980-1990**

Les années 80 furent marquées au Tibet par un homme : Hu Yaobang, secrétaire général du Parti communiste. Il visite le Tibet en 1980 et découvre, avec stupeur, l'état catastrophique de la région. Il va alors demander de changer radicalement de politique au Tibet, le retrait de milliers de cadres Han chinois (soit 85 %) et leur remplacement aux postes-clés de la RAT par des Tibétains. Il demande également l'autonomie régionale du Tibet, une aide importante pour l'élevage et l'agriculture, une diminution des charges fiscales, trop lourdes pour les Tibétains... Ces propositions de réforme seront largement négligées par le Parti. Réformateur, partisan de l'ouverture et d'un relâchement de la centralisation du pouvoir, il fut le seul dirigeant chinois à avoir formulé des excuses publiques envers les Tibétains pour les exactions du Parti au Tibet. Malgré une série de refus, il y eut néanmoins des ouvertures : des prisonniers sont libérés, des monastères sont reconstruits et des moines se mettent à étudier de nouveau dès 1982 ; le Tibet s'ouvre aux étrangers et l'université de Lhasa est créée en 1985 ; le festival de la Grande Prière (Meunlam Chènmo) est rétabli en 1986, interdit à partir de 1966, et un certain retour de la pratique religieuse publique s'observe.

Hu Yaobang, après avoir été limogé en janvier 1987 à cause de l'opposition féroce engendrée par sa politique d'ouverture, décéda d'un infarctus le 15 avril 1989. Les événements de la place Tian'anmen, la même année, furent en grande partie conditionnés par sa disparition et le vide qu'il laissait.

Il y avait déjà eu des troubles à Lhasa dès 1987, notamment les 27 septembre et 1<sup>er</sup> octobre, mais 1988 et surtout 1989 restèrent gravés dans les mémoires. Lors de la Grande Prière de 1988, le 5 mars, des protestations ont conduit à douze heures d'émeutes à Lhasa ; il y aurait eu 3 morts selon les officiels chinois, 30 selon l'opposition. Le 10 décembre, des protestations auraient fait entre un mort, selon les déclarations officielles, et douze, selon le gouvernement tibétain en exil.

Pourtant, ce n'était encore rien comparé aux événements de 1989. Excédés et poussés par les derniers événements : la mort du Panchen Lama le 28 janvier, les condamnations pour l'exemple des émeutiers de 1988 (allant de trois ans de prison ferme à la peine de mort avec sursis) et enfin la suppression du festival de la Grande Prière le 6 février à la veille de la nouvelle année (Losar), les Tibétains de Lhasa descendent dans les rues le 5 mars, emmenés par les moines, et les violences finissent par arriver. Un policier chinois aurait été lapidé à mort selon la thèse officielle, tandis que la version tibétaine parle de provocations et d'attaque délibérée par la police chinoise sur les manifestants principalement religieux. En tous les cas, le bilan est de 11 morts et une centaine de blessés selon les chiffres officiels. Cela ne s'arrête pourtant pas là. Le lendemain 6 mars, les

émeutiers tiennent le centre de Lhasa, des commerces chinois sont détruits et la ville est cadenassée. Le 7 mars, tous les étrangers, y compris les journalistes, sont évacués, la loi martiale est décrétée par le secrétaire du Parti de la RAT Hu Jintao et le Tibet est coupé du reste du monde. Le 10 mars est le trentième anniversaire du soulèvement de Lhasa de 1959. Le bilan des événements de mars-avril 1989 est impressionnant puisqu'il y aurait eu au moins 450 personnes tuées selon les sources du gouvernement tibétain en exil<sup>11</sup>.

Par la suite, il y eut des manifestations et des affrontements en 1991, les 26 mai et en septembre, et en 1993, entre février et juin, les plus sérieuses depuis 1989 et avant cette année 2008, avec 2 morts et 88 blessés, selon des sources du gouvernement tibétain en exil.

En fait, depuis 1987, selon Amnesty International, il y aurait eu plus de 214 tentatives de manifestations pour l'indépendance réprimées et de nombreux manifestants arrêtés et expédiés dans des camps de travail.

Et maintenant ?

---

<sup>11</sup> Intéressant également à noter, la controverse soulevée par le journaliste dissident chinois Tang Daxian déclarant que la police de Lhasa aurait reçu l'ordre de Pékin de provoquer un incident. Pour plus de détails : <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9C0CE4DE1131F937A2575BC0A966958260>

### Bibliographie sommaire

- Arpi C., *The Fate of Tibet. When Big Insects Eat Small Insects*, New-Delhi, Her-Anand Publications, 1999; trad. fr. : *Tibet, le pays sacrifié*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.
- Barnett R., Akiner S., (éd.), *Resistance and Reform in Tibet*, Londres, Hurst, 1994.
- Blondeau A.-M., Buffetrille K., *Le Tibet est-il chinois ? Réponses à cent questions chinoises*, Paris, Albin Michel, collection Sciences des Religions, 2002.
- Buffetrille K., Ramble Ch. (éd.), *Tibétains 1959-1999 : quarante ans de colonisation*, Paris, Autrement, collection Monde, n°108, 1998.
- Deshayes L., *Histoire du Tibet*, Paris, Fayard, 1997.
- Goldstein M.C., *A History of Modern Tibet. The Demise of the Lamaist State, 1913-1951*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1989.
- Laird T., *Une Histoire du Tibet. Conversations avec le Dalaï Lama*, Paris, Plon, 2007.
- Maraini F., *Tibet Secret*, Paris, Arthaud, 1990.
- McKay A., *Tibet and Her Neighbours. A History*, Londres, Hansjörg Mayer, 2003.
- Pommaret F. (éd.), *Lhasa, lieu du divin : la capitale des dalaï-lamas*, Genève, Olizane, 1997.
- Pommaret F., *Le Tibet. Une civilisation blessée*, Paris, Découvertes Gallimard, 2002.
- Snellgrove D.L., Richardson Hugh, *A Cultural History of Tibet*, Bangkok, Orchid Press, 2003.